

SOMMAIRE DE LA LETTRE N°139

Le Coin des Epargnants

- Le tableau économique et financier
- La bourse en quartiers d'été

Si vous étiez absent cette semaine...

- Grèce, « long is the road »
- Le Royaume-Uni trace sa route en attendant le référendum
- France, rechute sans conséquence de l'industrie au deuxième trimestre

Le Coin de la Conjoncture

- Quand l'investissement va, tout va...

Le Coin des Tendances

- L'urbanisation, une mode qui ne se dément pas !

L'agenda éco et les prévisions de la semaine

LE COIN DES EPARGNANTS
Le tableau financier de la semaine

	Résultats 7 août 2015	Evolution Sur 5 jours	Résultats 31 déc. 2014
CAC 40	5 154	+1,42 %	4 272
Dow Jones	17 373	-1,79 %	17 823
Nasdaq	5 043	-1,65 %	4 777
Dax Allemand	11 490	+1,61 %	9 805
Footsie	6 718	+0,33 %	6 566
Stoxx 50	3 441	+ 0,26 %	3 146
Nikkei	20 724	+ 0,68 %	17 450
Taux de l'OAT France à 10 ans (taux BDF 6 août)	1,0640 %	1,0070 %	0,8370 %
Taux du Bund allemand à 10 ans (7 août)	0,661 %	0,657 %	0,541 %
Taux du Trésor US à 10 ans (7 août)	2,186 %	2,189 %	2,17 %
Cours de l'euro / dollars (7 août)	1,0957	-0,22 %	1,2106
Cours de l'once d'or en dollars premier fixing Londres (7 août)	1 091	+1,05 %	1199
Cours du baril de pétrole Brent en dollars (7 août 22 heures)	48,960	-5,33 %	57,54

La bourse en quartiers d'été

En ce début de mois d'août, les places financières ont pris leurs quartiers d'été. Les volumes d'affaires se réduisent. Ainsi pour le CAC 40, le montant des échanges a porté, vendredi dernier, sur 3 milliards d'euros pour une moyenne de plus de 4 milliards d'euros sur les six premiers mois de l'année.

Les places américaines sont à la peine car elles intègrent la hausse maintenant quasi-certaine des taux par la FED. Les derniers résultats de l'emploi laissent peu de doutes sur la remontée des taux. En effet, les créations d'emplois ont atteint, au mois de juillet, 215.000. Le taux de chômage est stable à 5,3 % de la population active et se maintient ainsi à son plus bas niveau depuis avril 2008 (5 %). De ce fait, le dollar continue de s'apprécier face à l'euro mais aussi face aux autres grandes monnaies ce qui pourrait peser sur les résultats commerciaux des Etats-Unis.

Le pétrole est au plus bas depuis janvier et est revenu en-dessous de 50 dollars pour le Brent. Le retour de l'Iran sur le marché et le maintien d'un niveau important de production concourent à cette baisse de prix qui est, de plus, saisonnière.

SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE

Grèce, « long is the road »

Si les discussions entre le gouvernement grec et ses créanciers ont débuté le 4 août, cela ne signifie pas que cela soit la fin de tous les privilèges. Néanmoins la feuille des réjouissances est longue avec comme priorités, le programme de privatisation et la recapitalisation des banques.

Le gouvernement grec veut aller vite et profiter de l'été pour traiter à chaud ces questions. Le plan devrait être achevé avant le 18 août, date à laquelle il devrait être soumis au parlement. Cette date coïncide avec celle de la fin du délai prévu par l'Union européenne pour débloquer un nouveau prêt d'urgence permettant à la Grèce de rembourser les 3,2 milliards d'euros qu'elle doit le 20 août à la BCE.

L'élaboration de ce plan s'effectue dans un contexte économique extrêmement dégradé. L'indice PMI est passé de 46,9 à 30,2 ce qui annonce une forte récession. La fermeture des banques, le contrôle des capitaux et le quasi-isolement du pays du reste de la zone euro, conséquence du gel le 28 juin des liquidités d'urgence accordées par la BCE au système financier grec ont contribué à enrayer la reprise qui commençait à se manifester en 2014.

Avec la multiplication des faillites, la situation des banques est amenée à se dégrader d'autant plus que les retraits ont atteint plus de 40 milliards d'euros depuis le mois de décembre. Les banques grecques ne peuvent pas survivre grâce aux liquidités d'urgence de la BCE à travers le programme ELA. Pour la recapitalisation des banques grecques, le besoin est évalué à une vingtaine de milliards d'euros. Ce besoin pourrait entrer dans l'enveloppe prévue par le Mécanisme Européen de Stabilité (MES), prêt qui sera garanti, puis remboursé par le produit des privatisations logés dans un « fonds indépendant ». Si cette enveloppe se révélait insuffisante, il faudrait recourir à un prélèvement sur les déposants, comme à Chypre en avril 2013. Mais, il est peu probable que cette solution soit nécessaire et utilisée.

Au niveau des privatisations, les aéroports régionaux pourraient être achetés par l'entreprise allemande Fraport et le Port du Pirée pourrait passer sous pavillon chinois. Le programme de privatisation devrait s'accroître dans les prochaines semaines.

La Grèce devrait bénéficier d'une aide 35 milliards d'euros, soit 20 % de son PIB, qui proviendra de fonds européens, ressources jusqu'à maintenant bloquées par la Commission.

Malgré cet appui et en raison des mesures de relèvement des prélèvements obligatoires, le PIB de la Grèce devrait diminuer de 1,37 % en 2015 et de 0,92 % en 2016. Certains économistes prévoient une récession plus importante. Dans ces conditions, les objectifs fixés par les créanciers en termes d'excédent budgétaire primaire (hors service de la dette) de 1 % du PIB cette année et de 2 % l'an prochain apparaissent, en l'état, inaccessibles. La Grèce risque, sauf rééchelonnement de sa dette, d'être à nouveau confrontée à une crise de remboursement en 2017. Le pari de Georges Stathakis, le ministre grec de l'Economie est d'obtenir au plus vite ce rééchelonnement avec une période de grâce de 10 ans pour le paiement des intérêts. Une maturité de 30 ans appliquée à tous les prêts permettrait de réduire la valeur présente nette de la dette de 28 %. Une réduction des taux pratiqués pourrait être également étudiée. Uncontre la montre s'engage avec le risque non négligeable d'une implosion économique mais aussi politique. La majorité parlementaire emmenée par Syriza pourrait voler en éclat si la situation économique continuait à se dégrader. Certains annoncent déjà des élections législatives anticipées pour l'automne.

Le Royaume-Uni trace sa route en attendant le référendum

La Banque d'Angleterre a opté pour le maintien de son taux directeur à 0,5 %, un taux inchangé depuis 2009.

Les neuf membres du Comité de la Banque centrale britannique ont été unanimes pour laisser inchangé à 375 milliards de livres (environ 534 milliards d'euros) le montant total du programme de rachat d'actifs, dit d'« assouplissement quantitatif », lancé en mars 2009 et épuisé depuis novembre 2012.

Le Royaume-Uni a connu plusieurs mois d'inflation nulle. Néanmoins, une remontée légère des prix est en cours. L'inflation devrait atteindre 0,3 % à la fin de l'année 2015, contre 0,6 % estimé dans le précédent rapport de la Banque d'Angleterre publié en mai. Pour 2016, les dernières prévisions anticipent une hausse de 1,5 % à fin 2016. La barre des 2 % ne serait franchie qu'en 2017.

La Banque d'Angleterre a néanmoins relevé jeudi ses prévisions de croissance pour 2015 de 2,5 % à 2,8 %. Le Royaume-Uni reste donc le principal moteur de l'Europe avec l'Espagne et l'Irlande. Cette situation économique favorable aura-t-elle un effet positif sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union ? Rien n'est moins sûr car les partisans de la sortie pourraient mettre en avant le fait que l'Europe est un centre de coûts et non une force de croissance. Il n'en demeure pas moins que la sortie de l'Union pourrait enrayer la croissance de l'économie britannique. Certes, cela pourrait provoquer une dépréciation de la Livre Sterling qui actuellement s'apprécie face à l'euro ce qui commence à pénaliser à freiner les exportations. Mais au-delà de cet avantage, le Royaume-Uni a plus à perdre qu'à y gagner d'une sortie.

France, l'industrie rechute au deuxième trimestre

Au mois de juin, la production manufacturière française en volume s'est contractée de 0,7 % après une hausse de 0,7 % en mai. Pour l'ensemble de l'industrie, la baisse est limitée à 0,1 % faisant suite à une hausse de +0,4 % en mai.

Compte tenu de ce résultat, la production manufacturière sur l'ensemble du deuxième trimestre diminue de 0,5 %. Pour l'industrie, la chute atteint 0,7 %. Malgré ce recul, l'industrie manufacturière est toujours en hausse sur un an, 0,8 % ; 1 % pour l'ensemble de l'industrie.

Le score un peu décevant du deuxième trimestre ne devrait pas remettre en cause le taux de croissance qui sera publié à la mi-août. Le taux de croissance a dû atteindre 0,2 à 0,3 % en ligne avec une croissance supérieure à 1 % pour 2015.

LE COIN DE LA CONJONCTURE

Quand l'investissement va, tout va !

Dans plusieurs pays de la zone euro (Allemagne, France, Italie), la reprise de la demande des ménages et des exportations ne provoque pas celle de l'investissement. L'Espagne fait pour le moment exception avec une vive augmentation de l'investissement des entreprises mais qui fait suite à un important recul.

La stagnation de l'investissement est imputable à une faible utilisation des capacités de production qui n'est en France que de 77 % au lieu de 83 % avant la crise de 2008. Le manque de confiance sur les perspectives de croissance explique également cette atonie tout comme un taux de marge encore faible. La longue période d'investissement dissuade les chefs d'entreprise à engager des dépenses d'investissement. L'évolution de l'investissement au cours du deuxième semestre sera capitale pour apprécier les capacités de réel rebond économique faute de quoi la croissance pourrait stagner autour de 1,5 %.

LE COIN DES TENDANCES

L'urbanisation, une mode qui ne se dément pas

Les liens des Français avec le monde rural s'estompent de génération en génération. Le taux d'urbanisation dépasse désormais 77 %. A la veille de la révolution industrielle 90 % de la population vivait à la campagne, si une première vague d'urbanisation a eu lieu durant le 19^{ème} siècle, la véritable urbanisation est intervenue après 1950. A la sortie de la seconde guerre mondiale, plus de la moitié des Français vivaient en milieu rural. En 1970, le taux d'urbanisation a atteint 73 %. Loin de s'interrompre le processus se poursuit. Néanmoins, ce sont désormais les grandes métropoles et les banlieues à leur proximité qui sont les leviers de cette urbanisation. Depuis une trentaine d'années, un processus d'urbanisation des franges rurales des

grands centres urbains est constaté. De nombreux ménages à la recherche de logements moins chers ou souhaitant bénéficier d'un accès à la nature plus facile s'installent dans des villages ou des petites villes mais qui sont reliés à une grande agglomération. Ce processus prend le nom de rurbanisation.

Entre 1982 et 2011, la croissance urbaine a été de 23 %, soit 9 millions d'habitants supplémentaires vivant dans des villes de plus de 10 000 habitants. Cette croissance urbaine suit géographiquement les zones à forte augmentation de population et à forte croissance (arc atlantique, Sud-méditerranée, vallée du Rhône, Île-de-France). Néanmoins, les régions en difficulté connaissent également une urbanisation rapide, la population essayant de trouver des emplois dans les grands centres urbains (Nord, Est, Centre). Cette croissance des aires urbaines est très nette pour les grandes métropoles (Bordeaux Toulouse, Nantes, Lyon...). L'agglomération parisienne a une croissance moindre que les grandes métropoles. Le coût du logement et les problèmes de transport avec également la désindustrialisation qui frappe désormais la grande couronne de l'agglomération expliquent cette moindre croissance.

Les grandes unités urbaines absorbent près de 80 % de la hausse de la population urbaine (20 % pour l'unité urbaine de Paris et 56 % pour les unités de 400 000 à 2 000 000 habitants). Paris pèse près de sept fois plus que ses suivantes immédiates, Lyon ou Marseille selon les recensements.

Les unités urbaines dont la population est comprise entre 200 000 et 400 000 habitants sont celles qui contribuent le moins à la variation de population de l'ensemble des unités urbaines. Il y a un effet migration vers les grandes métropoles d'équilibre au détriment des villes intermédiaires. Le redécoupage régional devrait accentuer ce phénomène.

La population urbaine se répartit donc entre un centre parisien hypertrophié (plus de 10 millions d'habitants), 14 unités urbaines de 400 000 habitants ou plus situées sur le littoral, le long des fleuves ou près des frontières et 2 218 unités urbaines plus petites.

L'ensemble des quinze villes les plus importantes regroupe en 2011, 21,3 millions d'habitants, soit 43,8 % du total urbain, contre 14,4 millions d'habitants ou 36,4 % en 1982.

Cette capacité d'attraction des grands centres urbains s'explique par la tertiarisation croissante la population active et par les synergies en termes d'emplois qui existent en leur sein. Leur pouvoir d'attraction est également lié à la large palette de services de proximité (santé, éducation, culture...).

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Dimanche 9 août

En **Chine**, sera publié l'**indice des prix à la consommation** du mois de juillet.

Au **Japon**, sera rendues publiques **les commandes de biens d'équipement** du mois de juin.

Lundi 10 août

La **confiance des investisseurs** (Sentix) pour la **zone euro** sera rendue publique.

En **France**, sera connu l'**indicateur de la conjoncture de la Banque de France** avec une **première estimation du PIB** du 3^{ème} trimestre.

Aux **Etats-Unis**, l'**indice des conditions du marché du travail** sera communiqué.

Mardi 11 août

Au **Japon**, sera publié l'**indice de confiance des consommateurs** du mois de juillet. Seront également communiquées l'**enquête « Economy watchers »** de juillet et **les commandes de machines-outils** de juillet.

Mercredi 12 août

Au **Japon**, sera connue la **production industrielle** du mois de juillet.

En **France**, sera rendue publique la **balance des paiements courants** du mois de juin

Au **Royaume-Uni**, sera publié le **taux de chômage** du mois de juillet.

Au **Japon**, sera connue la **balance commerciale** du mois de juin.

Jeudi 13 août

En **France**, sera publié l'**indice des prix à la consommation** du mois de juillet.

Vendredi 14 août

Aux **Etats-Unis**, seront publiés la **production industrielle**, le **taux d'utilisation des capacités de production** et l'**indice des prix à la production** du mois de juillet.

En **France**, il faudra **suivre la publication du PIB du 2^{ème} trimestre**. Un taux de croissance de 0,2 à 0,3 % est attendu. Sera également publié l'**emploi salarié** du 2^{ème} trimestre.

La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Guez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorelo.fr

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorelo.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorelo.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC